Marc OUI MET

CRIMINOLOGUE, ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

(2004)

“État de la criminalité
au Québec en 2004: *tendances
et problématiques émergentes*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc OUIMET

“État de la criminalité au Québec en 2004: tendances et problématiques émergentes.”

[Version préliminaire] Document présenté à l’occasion d’une conférence offerte au colloque annuel de l’Association des directeurs de police du Québec, Manoir Richelieu, La Malbaie, 19 mai 2004, 32 pp.

Document disponible sur : www.criminologie.com/ouimet

M Marc Ouimet, criminologue, nous a accordé le 11 septembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.

Courriel : marc.ouimet@umontreal.ca ou ouimetm@ere.umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 21 novembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Marc Ouimet (2004)

“État de la criminalité au Québec en 2004:
tendances et problématiques émergentes”

[Version préliminaire] Document présenté à l’occasion d’une conférence offerte au colloque annuel de l’Association des directeurs de police du Québec, Manoir Richelieu, La Malbaie, 19 mai 2004, 32 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[Le vingtième siècle](#)

[Les crimes d’agression de 1962 à aujourd’hui](#)

[L’homicide et les tentatives de meurtres](#)

[Les agressions sexuelles](#)

[Les voies de faits](#)

[Les crimes d’appropriation de 1962 à aujourd’hui](#)

[Vols qualifiés](#)

[Introduction par effraction](#)

[Vols simples](#)

[Vols de véhicules à moteur](#)

[Fraudes](#)

[Explications de la baisse de la criminalité](#)

[La démographie](#)

[L’économie](#)

[Dénonciation et probabilité d’arrestation](#)

[Technologies](#)

[Baisse de la criminalité](#)

[Valeurs](#)

[Les problèmes criminels émergents](#)

[Délits liés à la qualité de vie](#)

[Crimes haineux](#)

[Terrorisme](#)

[Internet](#)

[Conclusion](#)

- [Figure 1.](#) Taux d’homicide au Canada entre 1901 et 1990 (/100,000 habitants)
- [Figure 2.](#) Évolution de l’homicide de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)
- [Figure 3.](#) Évolution des tentatives de meurtres de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)
- [Figure 4.](#) Évolution des agressions sexuelles de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)
- [Figure 5.](#) Évolution des voies de fait de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)
- [Figure 6.](#) Évolution des vols qualifiés et des vols qualifiés avec arme à feu (losange) de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)
- [Figure 7.](#) Évolution des introductions par effraction par 100,000 habitants et IPE résidentiels par 100,000 résidences (losange) de 1962 à 2002
- [Figure 8.](#) Évolution des vols simples de 1962 à 2002 (taux / 100,000 habitants)
- [Figure 9.](#) Évolution des vols de véhicules à moteur de 1962 à 2002, selon taux / 100,000 véhicules
- [Figure 10.](#) Évolution des fraudes de 1962 à 2002 (taux / 100,000 habitants)
- [Figure 11.](#) Évolution de groupes d’âge en pourcentage de la population

Marc OUIMET

“État de la criminalité au Québec en 2004:
tendances et problématiques émergentes.”¹

[Version préliminaire] Document présenté à l’occasion d’une conférence offerte au colloque annuel de l’Association des directeurs de police du Québec, Manoir Richelieu, La Malbaie, 19 mai 2004, 32 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Pour comprendre la situation criminelle actuelle de notre nation, il faut d’abord s’intéresser à l’évolution de la criminalité au cours des dernières décennies. Pour approfondir la démarche, il faut aussi être en mesure de connaître les facteurs associés à l’évolution de la criminalité, soit les variables qui ont influencé le taux de criminalité à la hausse et à la baisse à travers le temps. Après cet examen, nous serons en mesure d’identifier les problématiques criminelles émergentes.

Le crime est un fait social important. Une bonne connaissance du volume de la criminalité, de ses formes et de son évolution est nécessaire à une variété de fins. D’abord, les données sur la criminalité sont utiles au législateur, qui pourra voir l’opportunité de créer de nouvelles infractions ou d’en modifier d’autres pour tenter de faire diminuer

¹ Certains passages de ce texte proviennent de: Ouimet Marc (2003) Les tendances de la criminalité au Québec : 1962-2001. In: Marc Leblanc, Marc Ouimet et Denis Szabo. Traité de criminologie empirique, 3^{ième} édition. Presses de l’Université de Montréal. pp. 15-38.

un type de comportement criminel qui poserait de plus en plus problème. Les données sur la criminalité permettent d'ailleurs d'évaluer l'efficacité de certaines lois, comme par exemple de vérifier si l'introduction d'une réglementation sur les armes à feu a contribué à faire diminuer le nombre de vols qualifiés. Les données sur la criminalité permettent aussi d'évaluer l'efficacité de programmes de prévention ou de nouvelles approches policières. Aussi, les données sur la criminalité permettent d'évaluer l'efficacité des corps policiers, soit en analysant l'évolution du volume de crimes, soit en analysant l'évolution du pourcentage d'incidents qui sont résolus. De manière plus générale, les données sur la criminalité intéressent les élus des villes, les décideurs politiques, les journalistes et aussi l'ensemble des citoyens.

Ce texte traite des tendances de la criminalité au Québec entre 1962 et 2002. Nous avons sélectionné quelques infractions pour l'analyse, infractions soit particulièrement graves ou particulièrement fréquentes. Nous n'utiliserons pas les indicateurs classiques que sont les crimes de violence ou les crimes contre la propriété parce que ceux-ci sont trop hétérogènes pour l'analyse de tendance et comparative.

La criminalité est mesurée par les statistiques criminelles, qui désignent le classement et décompte des infractions au Code criminel qui sont déclarées à la police ou connues d'elle. Ces statistiques sous-estiment l'ampleur de la réalité pour trois principales raisons : a) beaucoup d'infractions passent inaperçues, b) beaucoup d'actes criminels ne sont pas interprétés comme tels par la victime et c) beaucoup de victimes n'informent pas la police de leur expérience. Le taux de reportabilité est le concept qui désigne le pourcentage de crimes commis qui est connu de la police. Ce taux de reportabilité varie considérablement d'un type d'infraction à l'autre; il est très élevé pour les homicides et les vols de véhicules (environ 95%), élevé pour les introductions avec effraction (environ 70%), faible pour les agressions sexuelles et les voies de faits (environ 30%), très faible pour les fraudes et les méfaits (peut-être 5% ou 10%). Dans le cas des infractions relatives à la drogue ou à la prostitution, les statistiques mesurent alors le niveau d'activité policière dans ce domaine. Les statistiques criminelles, malgré leurs limites, permettent la comparaison dans le temps et l'espace puisque le taux de reportabilité des différents types d'infractions tend à être stable dans le temps ou l'espace. Ainsi, si le taux

d'un crime augmente et qu'il n'y a pas de raison de croire que la reportabilité soit en cause, alors la fréquence réelle de l'infraction est réputée être en hausse.

Il existe des statistiques alternatives qui sont basées sur des sondages de victimisation. Au Canada, ces sondages font partie de l'Enquête Sociale Générale et ont examiné la criminalité en 1988, 1993 et 1999. Toutefois, compte tenu d'un échantillonnage limité de ces sondages et de la rareté des crimes graves, ces sondages ne permettent pas de mesurer adéquatement l'évolution des violences.

Le vingtième siècle

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'examiner les tendances de la criminalité au cours des dernières décennies, il importe de les situer dans une perspective temporelle plus grande. En effet, les dernières décennies doivent être comprises comme la continuation de mouvements s'étalant sur de très longues périodes. Maurice Cusson a comparé l'homicide en Europe au Moyen Âge et au 18^{ième} siècle à l'homicide d'aujourd'hui (1997). Passant en revue les études disponibles sur le sujet, il indique que le taux d'homicide vers 1600 pouvait se situer aux environs de 15 homicides par 100,000 habitants en France et en Angleterre, taux qui tournent aujourd'hui aux alentours de 2 ou 3 par 100,000 habitants. Selon lui «Cette pacification de nos moeurs met à mal l'idée reçue en sociologie selon laquelle les communautés rurales d'antan étaient des havres de paix et les villes modernes des coupe-gorge» (p. 1). L'explication la plus plausible de la baisse de la violence serait qu'au fil des siècles, les pouvoirs publics se soient appropriés la gestion et le contrôle des conflits privés entre individus. S'immisçant entre deux protagonistes, l'agent pénal fait en sorte d'éviter l'escalade de la violence. La victime d'un vol n'a plus à se faire justice soi-même : il mandate les autorités pour obtenir réparation ou pour voir punir le coupable, répondant ainsi au besoin de vengeance de la victime.

Pour analyser l'évolution de la criminalité sur une longue période, il faut se fier aux statistiques officielles sur l'homicide. Malgré ses limites, le taux d'homicide renseigne bien sur le niveau général de violence d'une société puisque les meurtres se produisent le plus souvent dans le contexte d'autres crimes (vol qualifié, transactions douteuses, violence conjugale, agression sexuelle...).

Figure 1 :
Taux d'homicide au Canada entre 1901 et 1990
(/100,000 habitants)

[Retour à la table des matières](#)

La courbe de la figure 1 montre bien qu'au Canada, l'homicide a augmenté entre le début du siècle et les années 30 avant de diminuer pour atteindre un creux historique durant les années 50. Les années 50 sont, pour certains, les années de la « grande noirceur » intellectuelle, mais du point de vue social, c'était plutôt une période phare. L'économie roulait, les gens travaillaient, la famille était solide et les comportements étaient solidement encadrés par une société civile et religieuse bien organisée. L'arrivée de la révolution culturelle des années

60 et 70 a été suivie d’une hausse spectaculaire de la violence homicide de plusieurs autres formes de crimes.

Les crimes d’agression de 1962 à aujourd’hui

[Retour à la table des matières](#)

Notre classification des crimes diffère de celle utilisées par les agences gouvernementales : plutôt que de parler de crimes de violence, de crimes contre la propriété et d’autres crimes, nous préférons parler de crimes d’agression, de crimes d’appropriation, de crimes de dégradation, de crimes de marché et de crimes contre l’ordre public. Nous ne parlerons ici que des crimes d’agression et des crimes d’appropriation.

Parmi les crimes d’agression, on retrouve les homicides, les tentatives de meurtres, les agressions sexuelles et les voies de faits. Ces crimes sont des atteintes à l’intégrité physique de la victime et entraînent ou peuvent entraîner sa mort. Il y a d’autres catégories de crimes de cette nature, comme l’enlèvement ou la séquestration, qui ne sont pas considérés ici parce que relativement rares.

L’homicide et les tentatives de meurtres:

Les homicides comprennent les meurtres (au premier et second degré), l’homicide involontaire et l’infanticide. Le taux d’homicide se situait à un par 100,000 habitants au début des années 60, pour monter en flèche à partir de 1966 pour atteindre 3,66 en 1975 (soi 225 homicides). Après un plateau autour de trois homicides par 100,000 habitants au début des années 80, le taux a diminué par la suite pour se stabiliser entre 1995 et 2001 autour de deux par 100,000, soit environ 145 homicides par an. L’année 2002, qui a eu 118 homicides, a un taux de 1,58. Il faut remonter à 1967 pour avoir un taux aussi bas.

Figure 2 :
Évolution de l’homicide de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)

[Retour à la table des matières](#)

On parle de tentative de meurtre lorsque l’assaillant a posé un geste dont l’intention était visiblement de tuer sa victime ou bien qui a porté des coups qui étaient de nature à tuer la victime, comme le fait de donner des coups de couteau ou de tirer un coup de feu sur une personne. Les tentatives de meurtres ont considérablement augmenté de 1962 à 1976 (de 34 ou 0,6/100,000 en 1962 à 303 ou 4,9/100,000 en 1976) et ont entrepris une nouvelle hausse jusqu’en 1993 (412 ou 5,8/100,000). Le taux de tentatives de meurtres a ensuite diminué pour atteindre 3,2 (ou 240) en 2002. Le ratio entre les tentatives de meurtres et les homicides a augmenté de 1962 à 1994, indiquant des changements en ce qui concerne la compréhension de ce qu’est une tentative de meurtre (un coup de couteau pourrait être interprété à la fois comme des voies de faits causant blessures ou comme une tentative de meurtre) ou plutôt comme étant le reflet d’une amélioration constante de l’intervention d’urgence des ambulanciers et de la médecine d’urgence.

Figure 3 :

*Évolution des tentatives de meurtres de 1962 à 2002
(/100,000 habitants)*

Les agressions sexuelles :

[Retour à la table des matières](#)

Les statistiques policières montrent qu'au début des années 60, le taux d'agressions sexuelles était de 25/100,000 habitants, augmentant légèrement jusqu'en 1983 pour atteindre la valeur de 30. En 1983, les modifications apportées au Code criminel ont permis de remplacer les crimes de viol et d'attentat à la pudeur pour les infractions plus larges d'agression sexuelle (grave, armée et simple). Le taux d'agressions sexuelles a alors augmenté durant les années 80 pour atteindre 62 en 1992, a baissé après et monte depuis quelques années (56 en 2002, ou 4190 crimes enregistrés).

Cette dernière hausse est toutefois difficilement interprétable puisqu'il est fort possible qu'elle soit imputable à des changements opérés chez les policiers. En effet, on peut penser que les policiers utilisent de moins en moins leur pouvoir discrétionnaire en matière d'agression sexuelle, préférant enregistrer le crime et soumettre le dossier à un procureur qui décidera s'il est pertinent de porter des accusations contre l'auteur présumé. Aussi, la hausse récente peut s'expliquer par une hausse de la reportabilité en matière d'agression sexuelle.

Figure 4 :
Évolution des agressions sexuelles de 1962 à 2002
(/100,000 habitants)

Notons que des statistiques plus détaillées existent sur les agressions sexuelles graves (i.e. causant lésions) et armées sont disponibles. En 1992, on enregistrait 139 agressions sexuelles graves et 187 agressions armées; en 2002 c'était respectivement 50 et 92. Il y a donc eu une baisse des agressions sexuelles les plus graves.

Les voies de faits :

[Retour à la table des matières](#)

Selon le Code criminel canadien, est coupable d'une voie de fait quiconque se livre à une agression, tente ou menace d'employer la force contre une autre personne si cette dernière peut croire que l'agresseur est en mesure d'accomplir l'acte. Commet une voie de fait une personne armée qui en importune une autre sur la voie publique ou une personne qui crache au visage d'une autre. Le vocable voie de fait regroupe donc une très grande variété de comportements crimi-

nels, tant au niveau de la motivation de l’agresseur, de la situation criminelle et de la gravité de l’acte.

Le taux de voies de faits par 100,000 habitants était de 60 en 1962 pour augmenter sensiblement chaque année jusqu’en 1983 (248). Le taux a alors explosé pour atteindre un sommet de 532 en 1992 et se situe maintenant à 550 en 2002 (ou 41,002).

Figure 5 :

Évolution des voies de fait de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)

[Retour à la table des matières](#)

Il est relativement ardu d’interpréter les tendances en matière de voies de faits puisque seule une proportion d’environ 30% des incidents est déclarée à la police. Ainsi, ces infractions sont particulièrement sensibles à des modifications qui prennent place dans les pratiques policières et administratives, mais surtout dans les changements de mentalité. Il est possible d’interpréter les hausses dans le taux d’agressions sexuelles et de voies de fait des années 80 comme reflétant une augmentation de la reportabilité de la part des victimes. En effet, ces années ont été le moment d’une prise de conscience face à la

violence, particulièrement chez les femmes, et d'un meilleur accueil de la part des policiers des cas de violence conjugale. Il est toutefois improbable que la hausse de la reportabilité à elle seule puisse expliquer l'importance de l'augmentation des taux observés (Ouimet et Tremblay, 1993). Ainsi, le nombre réel de voies de fait (et d'agressions sexuelles) aurait augmenté durant les années 80, ce qui peut s'expliquer par un effet démographique (hausse de la population des 18-39 ans). Toutefois, la hausse de la fin des années 90 pourrait s'expliquer par une moins fréquente utilisation chez les policiers de leur pouvoir discrétionnaire, expliquant alors artificiellement cette nouvelle hausse.

Les crimes d'appropriation de 1962 à aujourd'hui

[Retour à la table des matières](#)

Les crimes d'appropriation désignent ici les infractions de vols ou de fraude. Bien que généralement considérés comme crimes de violence, les vols qualifiés sont ici traités comme crimes d'appropriation puisqu'ils sont motivés par le gain et les braqueurs ressemblent plus aux voleurs qu'aux agresseurs. En fait, le vol qualifié est un crime de violence pour sa victime, mais reste un crime contre la propriété du point de vue de son auteur.

Vols qualifiés :

L'évolution du taux par 100,000 habitants de vols qualifiés montre une explosion entre 1972 (72) et 1975 (177) et une autre hausse jusqu'en 1981 (210). Cette vague a fait l'objet de plusieurs études (Gabor, Baril, Cusson, Élie, LeBlanc et Normandeau, 1987). Le taux a ensuite diminué durant les années 80, pour connaître une autre vague autour de 1991 (181 ou 12,850) et diminuer rapidement par la suite jusqu'en 2002 (92/100,000 ou 6887 crimes). Les données plus détaillées montrent que les vols qualifiés commis avec une arme à feu ont chuté

au cours des deux dernières décennies, passant de 6680 en 1981, à 4329 en 1991 et à 1106 en 2002.

La baisse spectaculaire des vols qualifiés peut être expliquée par l’impact des nombreuses lois relatives à l’usage des armes à feu, à des gains moindres des braqueurs, à des risques plus élevés d’identification en raison des caméras et à des peines d’incarcération longues.

Figure 6 :

Évolution des vols qualifiés et des vols qualifiés avec arme à feu (losange) de 1962 à 2002 (/100,000 habitants)

Introduction par effraction :

[Retour à la table des matières](#)

La courbe pour les introductions par effraction montre que le taux global par 100,000 habitants a augmenté continuellement de 1962 (383) à 1981 (1839), pour diminuer durant les années 80 avant d’entreprendre une nouvelle hausse pour atteindre un second sommet en 1991 (1818 ou 128,408 crimes) et diminuer par la suite jusqu’en 2002 (944 ou 70,370). Un tel taux ne tient pas compte de l’évolution du

nombre de cibles potentielles, soit le nombre de résidences, de commerces ou d’entrepôts.

Nous présentons une seconde courbe pour la période 1974-2002 indiquant le taux de cambriolages résidentiels sur la base de 100,000 résidences. L’année 1980 marque un sommet avec 3962 vols par 100,000 résidences. Depuis, le taux chute d’année en année (sauf une légère hausse autour de 1992) pour se situer à 1615 en 2002. La baisse des introductions par effraction est donc plus marquée lorsque les cibles potentielles sont considérées comme dénominateur aux taux plutôt que le nombre d’habitants.

Figure 7 :

Évolution des introductions par effraction par 100,000 habitants et IPE résidentiels par 100,000 résidences (losange) de 1962 à 2002

[Retour à la table des matières](#)

Vols simples :

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution des vols simples suit celle des autres crimes contre la propriété, soit une hausse constante du taux par 100,000 habitants durant les années 60 et 70, un premier sommet autour de 1982 (2685), un second autour de 1991 (2655) et une baisse importante jusqu'en 2002 (1610,). Il est toutefois évident que les 119,983 vols simples rapportés aux autorités en 2002 ne représentent que la pointe de l'iceberg, puisque le vol simple est un comportement assez répandu dans la population. Mais le vol pourrait aussi être analysé sur la base des cibles potentielles, soit tous les objets pouvant être volés. On se rendrait peut-être compte que la hausse du taux de vols par 100,000 habitants indique plutôt une baisse du taux de vols par 100,000 objets pouvant être volés.

Figure 8 :

*Évolution des vols simples de 1962 à 2002
(taux / 100,000 habitants)*

[Retour à la table des matières](#)

Vols de véhicules à moteur :

[Retour à la table des matières](#)

Le taux de vols de véhicules à moteur par 1000,000 habitants augmente sans cesse de 1962 (230) à 1992 (691 ou 49,374 crimes) et baisse par la suite jusqu'en 2002 (495 ou 36,904 vols). Mais l'augmentation du parc automobile explique en partie la tendance. L'évolution du taux par 100,000 véhicules montre plutôt une légère baisse de 1962 à 1988. Toutefois, la période 1988-1992 montre une hausse subite (de 27,754 vols à 49,374) qui serait attribuable à l'implantation de réseaux organisés de voleurs, volant les véhicules pour les maquiller et les revendre, les découper en pièces qui sont recelées ou pour les exporter. Depuis 1992, le taux montre une tendance modérée à la baisse.

Figure 9 :

*Évolution des vols de véhicules à moteur de 1962 à 2002,
selon taux / 100,000 véhicules*

Toutefois, ces statistiques de vols ne tiennent pas compte du nombre de véhicules qui sont retrouvés et retournés à leur propriétaire. Si auparavant, les vols étaient souvent des vols d'utilisation et les véhicules étaient majoritairement retrouvés, la situation serait différente aujourd'hui avec un nombre important de véhicules qui ne sont jamais retrouvés (Tremblay et al., 1992). D'ailleurs, le Québec a une proportion de véhicules volés non retrouvés nettement supérieure qu'ailleurs au pays, ce qui s'explique par une implication plus grande du crime organisé dans cette forme de crime qu'ailleurs (Statistique Canada, 2004).

Fraudes :

[Retour à la table des matières](#)

La courbe pour les fraudes montre une augmentation continue de 1962 (62/100,000) à 1990 (684 ou 27,012 fraudes). Depuis, le taux de fraudes diminue pour atteindre une valeur de 249 en 2002 (ou 18,566 crimes). Ce ne sont pas tous les types de fraude qui chutent durant les années 90. Le nombre de fraudes reliées à l'utilisation de chèques est passé de 17,959 en 1990 à 3807 en 2002, alors que les fraudes par carte de crédit/débit et les autres fraudes ont augmenté (respectivement 3068 vs. 7029 et 5995 vs. 7730). Les crimes de fraude dénoncés ne représentent toutefois qu'une petite proportion de toutes les fraudes commises; beaucoup ne sont pas détectées par la victime, d'autres sont absorbées directement par les banques ou les compagnies de cartes de crédit. Des phénomènes comme la surfacturation des compagnies sont devenus de véritables fléaux mais rares sont ces crimes qui aboutissent à la police.

Figure 10 :
Évolution des fraudes de 1962 à 2002 (taux / 100,000 habitants)

[Retour à la table des matières](#)

En résumé, les tendances de la criminalité nous paraissent assez claires. D'une part, la plupart des formes de crimes ont connu une forte croissance des années 60 au début des années 80. Le Québec était alors en effervescence, ce fut la période de la révolution tranquille. Après un premier sommet autour de 1982, plusieurs formes de crimes ont connu une période de stabilité, alors que l'agression sexuelle et les voies de faits ont connu une nouvelle croissance. On peut dire que la période du début des années 90 a été celle où la criminalité a atteint ses plus hauts niveaux. Depuis, la plupart des formes de crimes montrent une décroissance, qui peut être très marquée pour certains types de crimes. Seules les voies de faits et les agressions sexuelles ne se comportent pas comme les autres crimes et nous avons vu des explications possibles de ces tendances divergentes (valeurs, pouvoir discrétionnaire diminué...). Nous allons maintenant tenter

d’expliquer ou de rendre compte de cette baisse généralisée de la criminalité au Québec.

Explications de la baisse de la criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Le fait que la criminalité baisse depuis dix ans n’est pas connu de tous. Les résultats de l’Enquête sociale générale de 1999 (Statistique Canada, 2001) sur la perception de l’évolution de la criminalité au cours des cinq dernières années montrent que 25% de la population de Québec pense que la criminalité a augmenté, 9% pense qu’elle a diminué et 66% estime qu’elle est restée inchangée. Les médias, certains plus que d’autres, entretiennent continuellement la population avec des histoires d’agressions sexuelles, de meurtres ou de torture qui se produisent malheureusement encore trop souvent, mais qui demeurent rares. L’impact psychologique de cette habitude médiatique sur la qualité de vie de la population n’a encore jamais été mesuré scientifiquement, mais on peut émettre l’hypothèse que le récit quotidien des crimes de sang ne fait rien pour aider les plus fragiles parmi nous. Il est important que le public soit bien informé de la baisse de la criminalité et de ses causes. Il pourra alors mieux comprendre les décisions qui sont prises par le législateur, les directeurs de police, les juges, les administrateurs de prison ou les serviteurs de l’état qui doivent continuellement modifier les structures et changer les pratiques en fonction des nouvelles réalités.

Plusieurs chercheurs se penchent actuellement sur les causes de la diminution de la criminalité aux États-Unis et au Canada (Ouimet, 2004). Dans un ouvrage collectif récent, Alfred Blumstein et Joel Wallman (2000) ont demandé à des experts de traiter des différentes hypothèses les plus souvent citées. En gros, trois grandes explications sont reconnues : l’approche démographique, l’approche de l’incarcération et l’approche d’une police plus agressive.

L’approche démographique a été analysée par Steffensmeier et Harter (1999) qui indiquent que la démographie a joué un rôle mineur dans la baisse de la criminalité durant les années Clinton. Nous croyons toutefois que l’analyse des auteurs est mal spécifiée et aurait du donner un poids plus grand à cette variable (Ouimet et Blais, 2002).

Spelman (2000) a étudié les rapports entre la hausse de l’incarcération et la baisse de la criminalité et conclut qu’aux États-Unis, 25% de la baisse est attribuable à une augmentation de l’incarcération. Au Canada et au Québec, l’incarcération ne peut être invoqué comme facteur de baisse de la criminalité simplement parce qu’il n’y a pas eu de hausse dans les populations carcérales fédérale ou provinciale. Celles-ci sont relativement stables depuis vingt ans.

Eck et Maguire (2000) ont examiné l’impact des nouvelles méthodes policières (politique de tolérance zéro, patrouilles de recherche d’armes à feu, système Compstat...) mais indiquent que les initiatives développées localement ne peuvent expliquer les baisses enregistrées pratiquement partout. Reprenons donc les principales explications de la baisse qui nous semblent pertinentes.

La démographie :

[Retour à la table des matières](#)

La société est influencée par l’importance relative des différents groupes d’âge (Foote, 2000). Au Québec, c’est autour de 1960 qu’on a enregistré le plus grand nombre de naissances, soit environ 144,000. Dix ans plus tard, le nombre de naissances se situait à environ 90,000 et a peu bougé depuis. La courbe de la figure 11 illustre l’évolution de trois groupes d’âge au Québec entre 1962 et 2001.

Les changements démographiques ont influencé l’évolution de la criminalité. En premier lieu, l’importance relative du groupe d’âge le plus criminalisé, à savoir les 15-35 ans, a diminué au cours des années 1990 (Ouimet et Blais, 2002). Moins de jeunes adultes égale moins de crimes. D’abord, l’effet s’est fait sentir sur les crimes d’appropriation

qui ont plafonné dans les années 80, alors que l’effet démographique ne s’est concrétisé pour les crimes de violence que durant les années 90 (puisque les auteurs de crimes de violence sont plus vieux que les auteurs de crimes contre la propriété). Une partie importante de la baisse de la criminalité s’explique par un vieillissement de la population.

Figure 11 :
Évolution de groupes d’âge en pourcentage de la population

L’économie :

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, les perspectives d'emploi pour les jeunes se sont améliorées. L'intégration massive des jeunes au monde du travail à temps partiel procure de l'argent et occupe le temps de ceux-ci, mais surtout les intègre plus rapidement à la vie adulte. Les statistiques de fréquentation scolaire montrent aussi des hausses importantes dans le nombre de jeunes adultes fréquentant les CEGEPs et les universités. Il règne chez les jeunes un certain optimisme quant à leur

avenir, qui est justifié par le fait que des pénuries de main d’oeuvre se font maintenant sentir et que ce problème s’accroîtra avec le temps. Les jeunes ont maintenant tout intérêt à investir dans leur avenir.

Dénonciation et probabilité d’arrestation:

[Retour à la table des matières](#)

La troisième explication majeure de la baisse serait celle d’une plus grande pression mise sur les personnes auteurs de délits. D’une part, les victimes nous apparaissent plus aptes à identifier leur propre victimisation (i.e. le fait d’identifier que les coups reçus constituent des voies de fait) et à la dénoncer à l’entourage ou à la police. Les services de police ont aussi amélioré leur accueil des victimes de violence et seraient plus efficaces dans l’identification des criminels et dans la constitution des dossiers d’enquête. Ainsi, un homme qui viole sa conjointe ou agresse sexuellement a plus de chances de devoir faire face à la justice. Les probabilités qu’une agression amène une condamnation auraient donc apparemment augmenté sensiblement.

Technologies :

Les avancées technologiques des dernières décennies expliquent en partie la baisse de la criminalité ici comme ailleurs. Que l’on parle de télésurveillance, d’équipements anti-vol, d’argent électronique ou que l’on considère l’utilisation grandissante des bases de données chez les policiers ou la plus grande circulation de l’information, il est fort probable que la tâche devienne plus difficile pour les criminels. En particulier, l’analyse des traces et les développements des technologies reliées à l’ADN ont de quoi faire réfléchir ceux qui considèrent commettre un crime de sang. Aussi, il est probable que la popularisation récente de la téléphonie sans fil ait eu des vertus anti-crimes. Au niveau des crimes contre la propriété, les technologies ouvrent de nouvelles opportunités pour les délinquants plus sophistiqués (par exemple, la production de fausses cartes de crédit), mais ont comme avantage de retirer du marché la majorité des petits délinquants qui sont

des amateurs et n’ont pas les connaissances ou le réseautage pour se lancer dans des affaires trop sophistiquées.

Baisse de la criminalité :

La quatrième explication de la baisse est celle de la diminution de la criminalité. Cette affirmation n’est pas tautologique, en voici le raisonnement. Puisqu’une partie importante de la criminalité, notamment de violence, se produit dans le contexte d’infractions antérieures, une baisse des crimes à un moment T engendre une baisse des crimes au moment T+1. Par exemple, si les agressions sexuelles diminuent, les agressions vengeresses devraient aussi diminuer. L’impact de la baisse du crime sur le volume de crimes passe aussi par un autre chemin. Lorsqu’un vol est réussi, il arrive que le ou les voleurs se querellent au sujet de la distribution du butin, il arrive qu’ils se payent des services de prostitution, qu’ils achètent de la drogue ou qu’ils consomment beaucoup d’alcool et conduisent leur véhicule avec des facultés affaiblies. Or, ces situations sont criminogènes. L’impact de la baisse du crime sur le volume de crime passe par un troisième chemin. Une baisse de la criminalité entraînera une baisse de la criminalité l’année suivante puisque les risques d’appréhension, de condamnation et d’incarcération devraient, en toute logique, augmenter. En effet, moins de crimes veut dire un fardeau d’enquête moins important, des procureurs plus disponibles et des cellules de prison moins difficiles à trouver.

Valeurs :

[Retour à la table des matières](#)

La cinquième explication de la baisse de la criminalité a un caractère plus général. Rosenfeld (2000) indique que la baisse de la criminalité aux États-Unis peut être interprétée à l’aide du processus de civilisation décrit par Elias (1939). Les années 1980 et 1990 se sont caractérisées au plan social par toute une série de campagnes de sensibilisation face aux comportements violents ou dangereux. Que l’on parle d’abus sexuels, de violence conjugale ou de conduite en état d’ébriété, le message est le même. Il faut respecter l’autre, la violence

à son égard étant inacceptable. Le recours à une explication de « changement de valeurs » est délicate pour un chercheur parce que difficile à établir empiriquement. Il faut donc interpréter l’explication générale suivante comme un modèle à l’état d’hypothèse. Durant les années 1950, l’ethos dominant était celui du contrôle personnel, de la contrainte et du respect. Soudainement, avec les années 1960 et 1970 et l’arrivée massive des jeunes dans la société, l’ethos dominant – certains diront le pathos – a changé (Wilson et Herrnstein, 1985). Ce fut l’époque de la libre expression personnelle, de l’abandon des contraintes et de la libéralisation. Les familles ont éclaté, les écoles se sont transformées, les jeunes adoptaient des comportements et des attitudes rebelles. Ce n’est qu’avec les années 1980 et 1990 qu’un nouvel ethos s’est installé, caractérisé par la modération en matière d’alcool, de drogues, de relations sexuelles ou d’usage de tabac. Le nouveau conservatisme a fait en sorte que des comportements acceptés ou tolérés dans une période libérale sont maintenant devenus proscrits. La Révolution tranquille a eu comme effet une augmentation importante de la criminalité pendant vingt ans. La récréation est maintenant terminée.

En somme, la criminalité diminue surtout en raison de facteurs sur lesquels les agences de contrôle social ont peu ou pas de prise, comme la démographie ou l’économie. Mais les services policiers peuvent avoir un impact sur les tendances de la criminalité au plan des probabilités d’arrestation, de l’utilisation des technologies et des valeurs de la population locale.

La baisse de la criminalité est aussi suivie de changements des attentes relativement à notre niveau de protection. Le public veut être protégé de différentes menaces et s’attend à ce que les organisations policières puissent le faire. Ainsi, les services de police sont condamnés à améliorer leur prestation et à investir de nouveaux espaces. En fait, lorsque le Ministère de la sécurité publique a déposé sa réforme de la carte policière, un des objectifs officiels visé par la réorganisation était d’améliorer l’efficacité et l’efficience des services de police. Notamment, la nécessité de regrouper les services de police entre eux (le nombre de services est passé de 125 à bientôt une trentaine) se justifiait par un besoin d’amélioration de la qualité des services dans un

contexte où la criminalité complexifie et les réseaux criminels s’étendent sur le territoire.

Les problèmes criminels émergents

[Retour à la table des matières](#)

Les expressions «criminalité émergente» ou «problèmes criminels émergents» ne vont pas de soi; ils doivent être définis. Parles-t-on seulement de nouvelles formes de crimes qui n’existaient pas auparavant? Ou de nouveaux moyens de commettre des crimes existant déjà? Peut-on dire que le crime organisé est un problème criminel émergent? En fait, nous pourrions définir la notion de criminalité émergente comme celle qui suscite de plus en plus d’intérêt tant dans les médias, dans les cercles policiers que dans les organismes gouvernementaux. Ces types de comportements ne sont pas nouveaux, mais on en parle maintenant davantage et surtout on s’attend à ce que la police fasse quelque chose à ce propos.

Il existe plusieurs types de problèmes criminels qui demandent une attention plus soutenue. Ceux-ci peuvent varier selon l’endroit où on se trouve (la ville, la région) et selon la position que l’on occupe (chercheur universitaire, élu municipal, directeur de police). Nous allons ici discuter de quelque uns des problèmes émergents les plus importants.

Nous ne discuterons cependant pas des problèmes criminels suivants qui pourraient être considérés comme émergents: vol de signaux, gangs de rues et taxage, culture de marijuana, nouvelles drogues de synthèse et prêt usuraire. Ceux-ci nous apparaissent comme des problèmes trop spécifiques et n’impliquent pas la majorité de la population. Nous préférons nous concentrer sur des problèmes plus généraux qui influencent l’ensemble de la population.

Délits liés à la qualité de vie

[Retour à la table des matières](#)

Une approche nouvelle aux États-Unis durant les années 90 a été pour les policiers d’adopter une programme de tolérance zéro face à la petite délinquance et aux incivilités (Eck et Maguire, 2000). Par exemple, le Commissaire de police Bratton de New York et le maire Rudolf Giuliani ont créé l’initiative de la qualité de vie à partir de 1993. Cette stratégie visa à combattre les incivilités telles que la prostitution, les squeegees, l’urination publique ou la quête (Silverman, 1999). L’idée était d’une part de redonner confiance à la population et de réduire le nombre d’armes à feu ou armes blanches en circulation (les fouilles lors des arrestations pour incivilités ont permis d’atteindre cet objectif). Eck et Maguire (2000) indiquent que les données actuelles tendent à montrer que cette stratégie est efficace à court terme. Toutefois, il est possible qu’à plus long terme, elle ait des effets pervers parce qu’elle est de nature à causer un ressentiment chez une partie de la population, particulièrement chez les plus démunis et certains groupes ethniques. Aussi, des questions éthiques se posent puisque ce genre de harcèlement policier se fait davantage sur le dos de certains groupes précis de la population. La criminalité à New York a chuté durant cette période, passant de 2200 meurtres annuellement en 1993 à moins de 600 en 2003. En fait, on s’est rendu compte que si on attaque la petite délinquance et les incivilités, on peut faire réduire la criminalité violente.

De manière plus générale, on demande de plus en plus à la police de s’occuper de crimes ou comportements qui affectent la qualité de vie de la population. Parmi les genres d’activités ou de crimes qui demandent une action policière, on retrouve la prostitution de rue, la vente de drogue sur la rue ou dans des parcs, le bruit (notamment celui des automobiles modifiées), les attroupements de jeunes, les graffitis et le vandalisme, les courses de rue en véhicules à moteur, les squeegees et la mendicité. Les citoyens devant composer avec de tels problèmes se demandent bien souvent pourquoi la police n’agit pas. Ces

comportements d’incivilités deviennent donc des cibles d’intervention pour la police si elle veut répondre à la demande de la population.

Une innovation intéressante qui perce actuellement aux États-Unis est celle de la ligne 311 pour les affaires criminelles non-urgentes. Selon un spécialiste de la police comme Bittner, la police est là et intervient lorsque :

“something-that-should-not-be-happeningand-about-which-someone-had-better-dosomething-now”.

Les fonctions de la police sont variées ; ils rescapent une personne dans l’eau, tentent de convaincre un suicidaire de ne pas sauter, dispersent une foule pour laisser un passage à une ambulance, évacuent des personnes lors d’une fuite de gaz, etc. On peut trouver comme dénominateur commun de ces fonctions le fait que les policiers agissent pour promouvoir la sécurité du public. Or, si tel est le cas, pourquoi ne pourrait-on pas élargir quelque peu le spectre de la demande adressée aux policiers ?

En mars 2003, la police de New York a mis en service son nouveau service 311 et permettent aux autorités de bien cerner la demande publique de protection. D’autres villes sont aussi récemment mis sur pied un service 311, comme Chicago, Washington D.C., Detroit, et des villes de moindre importance.

Le 311 est un système fait pour rapporter des affaires non-urgentes, comme un crime contre la propriété complété (i.e. plus en déroulement), un véhicule abandonné, un accident mineur, un problème de bruit ou de course, un feu de circulation hors service ou trou dangereux dans la chaussée, pour donner des renseignements sur une affaire criminelle réelle ou potentielle (un homme louche traîne dans tel parc, il y a beaucoup de vaet- viens dans telle résidence...) . Les informations recueillies par la l’opérateur 311 sont relayées au service de police compétent pour agir dans un délai raisonnable. Bref, la ligne 311 permet de générer beaucoup d’information relative à la sécurité publique. Certaines seront suivies d’une action immédiate des policiers, d’autres seront emmagasinées et pourront être consultées lors d’une enquête particulière dans le futur.

Crimes haineux

[Retour à la table des matières](#)

On appelle les crimes haineux ceux qui sont motivés par la haine, la colère ou le besoin de vengeance envers un groupe particulier de la population. Les crimes haineux peuvent prendre une variété de formes, allant de graffitis jusqu’au meurtre. La victime a été choisie en raison de son appartenance perçue ou réelle à un groupe particulier, groupe définis en termes d’ethnicité, de religion, de langue ou d’orientation sexuelle. On peut associer le crime haineux à un acte de terrorisme puisqu’il vise à inquiéter un groupe précis de la population. Les auteurs de ces crimes veulent passer un message à un groupe précis de la population.

Dans le cas des crimes haineux, c’est la gravité objective du crime qui est affectée; un simple acte de vandalisme qui ne nécessiterait pas une enquête poussée pourrait demander une investigation beaucoup plus approfondie s’il s’avérait que celui-ci ait été commis pour des motifs de haine. Dans le cas où quelques événements d’une même nature soient commis dans un secteur, on demanderait aux forces de l’ordre d’attaquer le problème et d’y trouver des solutions.

Il est à noter que la prochaine version du système de la Déclaration Uniforme de la Criminalité, version 2.2, comprendra un champ spécifique permettant d’inscrire si le crime revêt un caractère haineux.² Cela nous permettra d’estimer l’ampleur du problème et de comparer son évolution dans l’espace et le temps.

² La version 2.2 du DUC comprendra les cinq champs supplémentaires suivants : crime de haine, crime commis par une gang de rue/organisation criminelle, infraction dite de cybercrime, lieu d’infraction géocodé et numéro d’empreinte digitale.

Terrorisme

[Retour à la table des matières](#)

On parle beaucoup de terrorisme depuis le 11 septembre 2001. Le terrorisme passe par un acte criminel dont l’objectif est d’inquiéter la population ou une partie de la population (un groupe en particulier).

On pourrait penser que le Canada a une probabilité plus faible que d’autres pays d’être le théâtre d’un acte terroriste international. Mais est-ce vraiment le cas? Bien que le Canada soit souvent bien vu à l’extérieur de ses frontières, peut-on être sûr que les terroristes soient rationnels? De point de vue de la sécurité publique, la menace terroriste doit être vue comme réelle et des actions doivent être prises pour s’en protéger.

Il est clair que la gestion de la lutte au terrorisme est la responsabilité première de la GRC, du SCRS et de la Sûreté du Québec. Mais les sûretés municipales doivent aussi faire leur part. S’est-on penché sur le problème dans des villes comme Québec, Trois-Rivières ou St-Jérôme? On s’est beaucoup attardé sur la réponse et les mesures d’urgence, mais qu’a-t-on fait pour prévenir ces crimes?

Au Canada, le terrorisme international peut prendre trois principales formes, soit que des attentats peuvent être commis ici, que des terroristes peuvent habiter, séjourner ou transiter en notre territoire ou que des personnes d’ici peuvent aider les réseaux terroristes de quelque façon que ce soit.

En termes de terrorisme domestique, plusieurs groupuscules pourraient un jour poser problème. Il faut se rappeler qu’il n’y a pas si longtemps, aux États-Unis, c’est un groupe domestique qui a fait exploser un édifice gouvernemental à Oklahoma City tuant 168 personnes dont plusieurs enfants. Au Québec, parmi les groupes domestiques on retrouve les groupes anti-mondialisation, les groupes religieux fanatiques, les groupes indépendantistes radicaux ou d’autres groupes

d’extrême droite ou gauche. Bref, la liste des menaces potentielle est longue.

En résumé, la question de la lutte au terrorisme devient essentielle pour nos services de police. Tous les services de police devraient avoir au moins une personne désignée pour surveiller ce genre de menaces sur son territoire.

Internet

[Retour à la table des matières](#)

Maintenant que la moitié de la population québécoise a accès et utilise Internet, il va forcément se produire une nouvelle demande de protection de la part de la population. La plupart des crimes dits de cybercriminalité sont en fait des crimes traditionnels qui sont aidés par l’utilisation de la technologie. Voici quelques exemples :

- Fraudes (bancaires, nigériennes, vol de données, obtention de faux documents...)
- Loteries virtuelles
- Propos haineux
- Drogues (instructions de fabrication, trafic)
- Instructions de fabrication d’explosifs
- Prostitution (offre de services)
- Vente de biens obtenus criminellement (ebay, lespacs.com)
- Menaces et harcèlement
- Pornographie illégale (juvénile, violente, zoophilie)
- Incitation d’enfants via le chat, leurrer un enfant
- Droits d’auteur livres, musique, vidéos, jeux (P2P)

Seulement un petit nombre de crimes nouveaux sont apparu avec l’informatique, soit les crimes tels l’intrusion de réseau, la propagation de virus, l’interception de messages, la distribution de pourriels, etc.

Selon la loi de police, c’est la Sûreté du Québec qui a le mandat de protéger les systèmes informatiques de l’état et de coordonner la lutte

à la criminalité informatique. Toutefois, les services de police de niveau 1 devraient enquêter sur des incidents de menaces qui peuvent être faits avec l'aide de l'ordinateur et les services de niveau 3 devraient enquêter sur des incidents de pornographie juvénile (qui ont bien des chances d'être faits via Internet). En fait, la majorité des crimes faits avec Internet ne sont pas de la cybercriminalité en tant que tel, mais bien des crimes communs réalisés en tout ou en partie avec un ordinateur. Récemment un colloque sur la cybercriminalité s'est tenu à l'ÉNPQ (mai 2004) et toute une série de problèmes sont ressortis, soit relatifs à la formation, aux lois, à l'équipement disponible, aux pouvoirs, mandats et responsabilités des policiers.

Nous en sommes aux premiers balbutiements de l'organisation de la réponse policière à la cybercriminalité et il est probable que la réponse des agences ne soit jamais complètement adaptée aux besoins vue l'évolution constante et rapide des technologies. Pensons seulement au matériel pornographique qui peut maintenant être produit via l'utilisation des web-cams. Et nous n'avons encore rien vu puisque l'obstacle principal qui subsiste avec Internet est celui du transfert de l'argent comptant; lorsqu'on pourra payer «cash» sur le Web, on verra exploser l'offre de pornographie juvénile (des adolescents pourront se faire de l'argent en s'exposant).

Bref, le défi est de taille pour les organisations policières. Des décisions quant aux responsabilités de chacun devront être prises, mais il est clair que tous les services de police devront avoir les ressources pour enquêter les crimes traditionnels commis via Internet. En ce qui concerne Internet, «The future is now», les services de police doivent s'adapter rapidement au nouvel outil de communication qui est désormais utilisé par la majorité de la population.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu que la criminalité a changé de visage au cours des dernières décennies. Après des hausses continues de la criminalité durant les années 60, 70 et 80, la majorité des formes de crimes diminuent depuis dix ans. Les baisses sont même très importantes pour certains types d'infraction. Un examen des causes de cette baisse nous porte à croire que ce mouvement n'est pas terminé; la criminalité va continuer de décroître au cours des prochaines années. Entre autres, puisque la natalité est faible, il n'y aura pas de nouvelle vague de jeunes qui pourrait faire rebondir les taux de criminalité.

Est-ce à dire qu'il n'y aura plus de travail pour les policiers, avocats criminalistes, juges et criminologues? La réponse à cette question est évidemment négative. En fait, la baisse de la criminalité traditionnelle est associée à une demande accrue de la population pour des comportements et délits qui auparavant étaient tolérés ou négligés. En d'autres mots, la population voudra être protégée davantage en matière de terrorisme, de gangs de rue, de sécurité routière et voudra faire appel aux services policiers pour des affaires de cybercriminalité. On voudra que la police surveille plus activement les prédateurs sexuels, que celle-ci surveille davantage les réseaux de prostitution et que la police fasse en sorte qu'il y moins d'incivilités dans nos villes. Bref, la population sera de plus en plus exigeante envers sa police.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Blumstein A., Wallman J., 2000, *The Crime Drop in America*, New York, Cambridge University Press.

Cusson, M. (1997) L'homicide en Europe au Moyen Âge et au 18ième siècle à l'homicide d'aujourd'hui (1997). École de criminologie, Université de Montréal.

Eck J., Maguire E., 2000, Have changes in policing reduces violent crime ? An assessment of the evidence, in Blumstein A., Wallace J. (Eds), *The Crime Drop in America*, New York, Cambridge.

Elias N., 1939, *The Civilizing Process*, New York, Blackwell (1994 edition).

Foote D., 2000, *Boom, Bust and Echo*, Second edition, Toronto, MacFarlane, Walter & Ross.

Gabor, Thomas, Micheline Baril, Maurice Cusson, Daniel Élie, Marc LeBlanc et André Normandeau (1987). *Armed Robbery : Cops, robbers and victims*. Springfield , IL : Charles Thomas

Ouimet M., Blais É., 2002, L'impact de la démographie sur les tendances de la criminalité au Québec de 1962 à 1999, *Criminologie*, 35, 1, 5-24.

Ouimet Marc et Pierre Tremblay (1993). *Commentaire sur l'état de la criminalité au Québec en 1992*. In: Statistiques de la criminalité et application des règlements de la circulation: 1992. Rapport annuel, Ministère de la sécurité publique du Québec

Ouimet Marc (2003) Les tendances de la criminalité au Québec : 1962-2001. In : Marc Leblanc, Marc Ouimet et Denis Szabo. *Traité de*

criminologie empirique, 3^{ième} édition. Presses de l’Université de Montréal. pp. 15-38.

Ouimet Marc (2004) Oh, Canada! La baisse de la criminalité au Canada et aux États-Unis entre 1991 et 2002. *Champ Pénal : Nouvelle revue française de criminologie*. Volume 1, printemps 2004. <http://champpenal.revues.org/document11.html>.

Rosenfeld R., 2000, Patterns in adult homicides : 1980-1995, in Blumstein A., Wallace J. (Eds), *The Crime Drop in America*, New York, Cambridge.

Silverman, E. (1999). NYPD battles crimes. Innovative Strategies in Policing. Boston: Northeastern Press.

Spelman W., 2000, The limited importance of prison expansion, in Blumstein A., Wallace J. (Eds), *The Crime Drop in America*, New York, Cambridge.

Statistique Canada (2001). La victimisation criminelle au Canada 1999. Bulletin Juristat, v 20, n 10.

Statistique Canada (2004). L’exploration de la participation du crime organisé au vol de véhicules à moteur. Rapport spécial 85-563-XIF.

Steffensmeier, Darrell et Miles D. Harer (1999). Making Sense of Recent U.S. Crime Trends, 1980 to 1996/1998: Age composition effects and other explanations. *Journal of Research on Crime and Delinquency*. 36 (3) 235-274.

Tremblay, Pierre, Maurice Cusson et Yvan Clermont (1992) Contribution à une criminologie de l’acte : analyse stratégique du vol de véhicules automobiles. *Déviance et Société*, 16 (2) 157-178

Wilson, J. Q., Herrnstein R.J., 1985, *Crime and Human Nature*, New York, Simon and Schuster.